



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le **25 FEV. 2016**

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Affaire suivie par Marie-Christine BENINCASA

☎ : 04 72 61 37 35

Fax : 04 72 61 37 24

✉ : marie-christine.benincasa@rhone.gouv.fr

Monsieur,

J'accuse réception de votre courrier en date du 15 février 2016 concernant un projet de restructuration par votre société sur le site précédemment exploité par la société ANTALIS, 44 route de Saint-Symphorien d'Ozon à SAINT-PRIEST

Par correspondance en date du 9 novembre 2015, la société ANTALIS a informé mes services de la mise à l'arrêt définitif, à compter du 21 décembre 2015, des activités et indiqué les mesures prévues pour assurer la mise en sécurité du site.

Conformément aux dispositions de l'article R 512-66-1 du code de l'environnement, je lui ai délivré, le 24 novembre 2015, récépissé sans frais de sa déclaration de cessation d'activités classées. Il m'a été confirmé, le 18 janvier 2016, que la mise à l'arrêt des installations avait bien été effectuée. Un rapport d'évaluation environnementale du site réalisé par le bureau d'études SOCOTEC m'a également été transmis.

Par courriel du 8 février 2015, la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées, m'a fait savoir que la cessation d'activités a été déclarée avec tous les éléments requis, conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables aux installations classées. En outre, la société ANTALIS a été informée qu'à tout moment, même après la remise en état du site, notamment en cas d'impacts découverts ultérieurement relevant de votre installation, il pouvait lui être imposée les prescriptions nécessaires à la protection de l'environnement, telles que mentionnées à l'article L 511-1 du code.

En conséquence, je vous informe que la société ANTALIS a bien satisfait à ses obligations en matière environnementale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la directrice départementale,

Adjointe au chef de service
Laurence DANJOU-GALIERE

Société SEGRO FRANCE
à l'attention de Monsieur Christophe BRONCARD
Directeur du Développement Europe du Sud
20 rue Brunet
75017 PARIS